

Les loyers grimpent, descendons dans la rue !

La crise du logement qui sévit à Bruxelles est de plus en plus aigüe. Forcés de consacrer une part toujours plus critique de leurs revenus à se loger, nombre de Bruxellois et de Bruxelloises éprouvent de plus en plus de mal à trouver un logement accessible et de qualité. Depuis plus de 20 ans, les politiques mises en place par les autorités ont été incapables de répondre à la situation parfois dramatique dans laquelle glissent de nombreux ménages. Il est grand temps d'agir pour produire massivement des logements réellement accessibles, et pour empêcher la hausse des loyers.

L'échec des politiques régionales

Alors que près de 50% des familles de la capitale sont dans les conditions d'accès à un logement social, cet ancien « fer de lance » de nos politiques sociales ne représente que 8% du parc de logements de notre Région (+/- 39.000 unités). Des aides considérables ont été attribuées pour soutenir la rénovation de logements publics comme privés, mais leurs effets sont restés plus que limités pour certaines couches de la population. Pendant ce temps, la construction de nouveaux logements publics accessibles aux plus bas revenus est restée dramatiquement insuffisante. Le bilan du Plan Logement de 2004 est particulièrement décevant : sur les 5000 logements publics locatifs annoncés pour 2009, seuls 1040 étaient sortis de terre fin 2012. En 10 ans (2002-2011), on n'a réalisé que 440 logements sociaux supplémentaires, alors le nombre de ménages sur les listes d'attente a augmenté de 16.000 (pour atteindre aujourd'hui 41.000 ménages). Pourquoi cette lenteur ?

Les pouvoirs publics se sont peu à peu tournés vers d'autres politiques que le logement social : aides à l'acquisition, Agences Immobilières Sociales, Fonds du Logement,... Autant de dispositifs qui constituent désormais le corps de la politique du logement de notre Région. Ceci explique sans doute le glissement sémantique opéré au début de cette législature : aujourd'hui, plus personne ou presque n'utilise le terme de « logement social », on ne parle plus que de logements à « gestion publique et à finalité sociale »... La production de logements réellement sociaux semble bel et bien au point mort, remplacée par un logement semi-privé/semi-public souvent acquisitif. Avec quelles conséquences à long terme ?

Même les Sociétés Immobilières de Service Public, en charge du logement social, seront désormais, avec l'entrée en vigueur du nouveau Code du Logement, habilitée à gérer un certain quota de logements moyens. Bruxelles ne cesse de creuser son fossé social, elle exclut les plus pauvres et peine à retenir la classe moyenne.

Un bon plan pour le logement ?

La crise du logement public n'est en fait « que » la partie apparente du problème. Logements insalubres, sur-occupation, vendeurs de sommeil, endettement, expulsions,... Les situations individuelles vécues par un nombre croissant de ménages sont moins médiatisées, mais pas moins interpellantes. Les demandes d'aide auprès des CPAS et associations de première ligne sont en hausse constante, alors que la situation générale du logement ne donne aux ménages en détresse aucune perspective pour sortir de leurs difficultés.

Pendant ce temps, le Gouvernement semble ne plus jurer que par « l'internationalisation » comme remède aux problèmes de sous-financement de la Région. Il mène des politiques de rénovation urbaine favorisant des hausses immobilières qu'aucun dispositif légal ne cherche à encadrer sérieusement. Il offre les rares réserves foncières de Bruxelles à

des investisseurs en quête de profits...

Face à cette situation dramatique, il est grand temps que notre Gouvernement prenne la mesure des véritables enjeux qui traversent notre ville et les décisions qui s'imposent. Des mesures d'encadrement des loyers couplées à une forte taxation des logements vides devraient permettre une modération durable des loyers sur le marché privé. La production massive de logements publics locatifs, dont une grande part de logements sociaux, est l'autre grand chantier qui permettrait d'enrayer ce cycle infernal. Ces mesures de bon sens impliquent d'arrêter les politiques diminuant la maîtrise publique du foncier, et de réserver aux seules conditions sociales modestes les aides publiques permettant l'accession à la propriété dans notre territoire confiné.

À l'heure où le Gouvernement finalise son nouveau Plan Régional de Développement Durable, censé traduire les grandes priorités d'actions de la Région à l'horizon 2020, nous réclamons avec force qu'il adopte de telles mesures. Bruxelles a besoin d'urgence d'une politique ambitieuse d'accès équitable au logement ! Cela doit être l'un des principaux objectifs de tout plan de développement.

Le 25 mai, nous appelons les habitants à soutenir ces revendications lors d'une mobilisation festive dans les rues de Bruxelles : une marche qui mettra en scène le parcours du combattant pour trouver un logement décent et abordable dans la capitale.

www.woning-marathon-logement.be

Carte blanche publiée dans « Le Soir » du 14 mai 2013

Signataires :

Brusselse raad voor het leefmilieu, Centre Bruxellois d'Action Interculturelle, Chez nous – Bij ons, Collectif ALARM, CSC Bruxelles, Equipes Populaires Bruxelles, Fédération bruxelloise de l'union pour le logement, Inter-Environnement Bruxelles, Ligue des droits de l'homme, Maison de quartier Bonnevie, MOC Bruxelles, Plus Tôt Te Laat, Rassemblement bruxellois pour le Droit à l'Habitat, Syndicat des locataires, Union des Locataires du Quartier Nord, Union des Locataires d'Anderlecht-Cureghem, Woningen 123 Logements.